

PRIX DES CARBURANTS VRAIES SOLUTIONS POUR VRAIE COLÈRE

Compte-tenu des taxes supportées par les carburants en France, passer à la pompe revient à passer chez son percepteur : sur un plein de carburants (essence ou gazole) de 50 euros, chaque automobiliste acquitte 30 euros à l'Etat et 20 euros au pompiste. Sur ces 20 euros, environ 15 euros alimentent la spéculation sur le prix du pétrole et se retrouvent, au final, dans la poche des actionnaires. Le reste, soit environ 5 euros seulement, vont véritablement à l'industrie du raffinage et à la distribution (pipelines, camions citernes, dépôts et stations-services).

La France fait partie des 25 % des pays, sur la planète, appliquant un niveau élevé de taxes sur les carburants, destiné à générer des rentrées fiscales et inciter aux économies d'énergie dans les transports, selon une politique basée sur le prix d'accès aux carburants.

En 2014, le prix du pétrole a fortement chuté et le ministre des finances d'alors, un certain Macron, en a profité pour relever le niveau des taxes, qui n'ont pas cessé d'augmenter depuis. Depuis un an, le prix du pétrole est remonté, du fait des spéculations boursières effrénées (la cargaison d'un tanker peut changer 700 fois de propriétaire durant sa traversée) sur fond de géostratégie (menaces américaines sur l'Iran et le Venezuela, destruction des capacités libyennes depuis l'intervention de l'OTAN et de la France, guerre économique annoncée entre USA et Chine, etc.).

Ces deux phénomènes (niveau des taxes, prix élevé du pétrole) concourent à la situation d'aujourd'hui, à savoir des prix à la pompe devenus insupportables pour les travailleurs et les citoyens en France, du fait de la faiblesse des salaires.

FAUT-IL EN CONCLURE, COMME LE FAIT L'EXTRÊME-DROITE, QU'IL Y A TROP D'IMPÔTS EN FRANCE ?

« **NON** », si l'on se souvient que les impôts financent les services publics, dont nous avons tous besoin.

« **OUI** » si l'on réalise que le premier poste du budget de l'Etat sert à payer la dette publique, majoritairement illégitime car servant en premier lieu à payer des intérêts aux banques et aux millionnaires, dont fait partie la famille Le Pen !

Autre point : en France, qui paye l'impôt ?

Ce sont d'abord les **ménages** car, selon le discours dominant, imposer les entreprises impacterait leur « compétitivité ». Si les familles payent aujourd'hui des taxes sur les carburants, c'est avant tout pour compenser les dizaines de milliards de **cadeaux fiscaux** faits aux entreprises et à la classe aisée. De nombreux financements de la protection sociale ont été **remplacés** par les impôts et taxes, non plus prélevés sur la création de valeur dans les entreprises qui, du coup, améliorent les marges (= profits), mais payés par les **contribuables**.

ALORS QUE FAIRE ?

- ➔ **La fiscalité sur les carburants doit baisser**, c'est l'impôt le plus injuste. Il touche notamment les millions de travailleurs qui ont besoin de leur voiture pour se rendre à leur travail. Ce qui est immédiatement possible c'est, par exemple, mettre en place une TICPE (ex-TIPP) flottante, comme cela a déjà été mis en place en 2001, puis de nouveau envisagé en 2012, compensée par le relèvement, par exemple, du taux d'imposition des bénéfices des entreprises et des grands groupes, et l'augmentation de la tranche marginale (taux d'imposition des riches, bloqué à 45%).
- ➔ **Le prix des carburants doit être réglementé par l'Etat** (prix identique partout, comme dans de nombreux pays, et en Outre-mer) : Depuis la fin de la fixation des prix par l'Etat en 1983, les carburants auraient dû baisser selon la soi-disant « logique concurrentielle ». Il n'en a rien été, mais cette « logique » a en revanche fait fermer 70% des stations-services depuis lors !
- ➔ **Le relèvement général des salaires est indispensable**, à commencer par le SMIC, salaire minimum pour vivre en 2018, qui doit être fixé à 1 900 euros brut.
- ➔ Et quand on y réfléchit, **c'est toute la politique de Macron, président des riches, qu'il faut stopper.**

Faut-il manifester le 17 novembre, comme cela circule sur les réseaux sociaux ?

LA QUESTION EST PLUTÔT DE SAVOIR : MANIFESTER POUR QUOI FAIRE ?

Si le niveau insupportable du prix des carburants semble être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, il n'est pas question, pour la FNIC-CGT, de s'associer à un appel « populiste », organisé en sous-main et récupéré par une extrême-droite qui prépare les élections européennes. **Cela ne veut pas dire que la colère est illégitime !**

En revanche, cette goutte d'eau montre qu'on ne doit plus attendre pour organiser la riposte à l'ensemble des remises en cause que nous subissons. Il nous faut amorcer une large mobilisation, tous en même temps, **à commencer par les secteurs structurants de l'économie** (transports, pétrole, énergie, ports..), pour engager la machine à conquêtes sociales : hausse des salaires, semaine de 4 jours, 100% Sécu, embauches dans l'industrie et les services publics, retraite à 60 ans...

Au-delà d'une **réaction épidermique** qui pourra se manifester le 17 novembre, nous devons nous engager dans cette **reconquête sociale**, avec un **processus** de mobilisation clairement défini, des perspectives d'action avec ces **thèmes fédérateurs** et non chaque profession l'une après l'autre, sur des objectifs revendicatifs à géométrie variable en fonction de ce qu'il est possible d'obtenir de réunions « intersyndicales ».

POUR CE QUI CONCERNE LA FNIC-CGT, NOUS SOMMES PRÊTS À EN DÉCOUDRE !

**LA COLÈRE EST LÉGITIME, ORGANISONS-NOUS
POUR QU'ELLE SE TRANSFORME
EN ACTION EFFICACE ET EN RÉSULTATS !**